



Communiqué de presse

16/21

Montreuil, le 14 février 2021.

"Il n'y a pas d'amour, il n'y a que des preuves d'amour".

Ce 14 février 2021, les responsables des organisations AMUF, APH, CFE-CGC, CGT, SUD, les collectifs Inter Blocs, Inter Hôpitaux et Inter Urgences, le Printemps de la Psychiatrie et la Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités se sont rendus devant le ministère des Solidarités et de la Santé pour un rendez-vous avec la presse.

Un an après la journée de grève et de manifestation unitaire du 14 février 2020, la CGT, avec les autres organisations, est toujours mobilisée pour faire entendre son attachement inconditionnel à l'Hôpital public et aux établissements médico-sociaux et sociaux. La qualité de la prise en charge de la population passe par la défense et l'amélioration des conditions de travail des salariés.e.s.

Les personnels sont épuisés, désabusés et en colère. C'est bien parce que nous aimons notre métier et nos missions de service public que nous sommes unitairement réunis pour dénoncer la dégradation de notre système de Santé et d'Action Sociale et la détérioration de la prise en charge des usagè.r.e.s et résident.e.s dans nos établissements. Ce n'était pas un "Séjour de la Santé" qu'il nous fallait, mais un "Grenelle de la Santé" ;

Le gouvernement doit changer radicalement sa politique de Santé qui doit être une priorité dans ce contexte de crise sanitaire. Le gouvernement doit donner urgemment des moyens supplémentaires à notre système de Santé et d'Action Sociale publique !

Nous maintenons la pression sur la réouverture de négociations mettant au centre les questions de financements, de gouvernance, les rôles et missions essentielles de l'Hôpital public, des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux afin d'assurer une réelle prise en charge de qualité, de proximité, accessible et égalitaire sur tout le territoire français. Il n'est pas acceptable, en pleine pandémie, de subir des fermetures de lits, de services et d'établissements entraînant des pertes d'emplois et rendant l'accès aux soins difficile et éloigné des besoins des populations.

Nous exigeons des mesures urgentes pour améliorer les conditions et le temps de travail, l'emploi et les salaires des professionnel.le.s qui aiment leurs métiers mais qui se sentent sacrifié.e.s et non soutenu.e.s dans leurs légitimes revendications. "Quoi qu'il en coûte !".

Nous continuons de dénoncer ces situations indignes d'un pays comme le nôtre, la gestion de la crise sanitaire n'a fait qu'accentuer les difficultés que nous dénoncions déjà l'année dernière.

Il est temps d'être entendus et nous exigeons du premier ministre qu'il enclenche les mesures concrètes qui s'inscrivent dans une réelle prise en compte de nos revendications :

- **Revalorisation générale des salaires, urgente et pérenne, ne passant pas par des primes inégalitaires ;**
- **Développer et financer l'accès à la formation initiale et continue et améliorer les conditions de formation des étudiant.e.s et des stagiaires ;**
- **Embaucher massivement et titulariser les postes de nos collègues sous contrats précaires ;**
- **Préserver la santé physique et mentale des personnels.**

Nous aimons notre système de santé et de protection sociale issu des luttes passées qui ont façonné notre Sécurité Sociale souvent enviable. Nous n'aimons pas ce qu'il est devenu, attaqué par les gouvernements successifs pour en faire un système soumis au capital, à l'austérité budgétaire et aux politiques ultra libérales. La santé et l'action sociale ne sont pas des marchandises !

La Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale appelle les professionnel.le.s des établissements sanitaires, médico-sociaux et sociaux à s'emparer de la journée de grève et de mobilisation du 8 mars 2021 pour réclamer l'égalité de traitement et la considération de nos métiers à prédominance féminine.